

Jean-Marie Brandt, docteur en sciences économiques et en théologie, en appelle à une prise de position de l'Église pour renouer avec une économie «au service de l'homme». Rencontre

## Le rôle de l'Église face à la crise

ANNE-SYLVE SPRENGER

**Économie** ▶ Chômage de longue durée, ubérisation, baisse du pouvoir d'achat, ghettoïsation des exclus sociaux... Pour Jean-Marie Brandt, docteur en sciences économiques et théologie, il devient urgent de remettre de la dignité humaine au cœur de nos sociétés libérales. A travers l'essai *C'est l'emploi qu'on assassine* (Ed. Saint-Augustin), auquel ont participé ses confrères Daniel Canova et Jean-Philippe Chenaux, cet ancien président des catholiques vaudois lance un véritable cri d'alerte face à la dérive de notre système économique et ses toujours plus nombreux laissés-pour-compte, éjectés des statistiques sitôt leur fin de droit sonnée.

«La vérité crève les yeux», s'indigne-t-il. Comprenez par-là: la fracture économique, sociale et politique, qui s'est notamment exprimée sur les ronds-points lors de la crise des gilets jaunes. Si les réponses des gouvernements se font attendre, pour ce spécialiste, les Églises n'en ont pas moins un rôle à jouer au sein de ce système assassin. Explications.

**Dans votre ouvrage, vous dénoncez un déni d'information. Y aurait-il une volonté de taire la gravité de la situation?**

Pour nous, ce déni d'information est clairement structurel. Premièrement, il provient du fait que dans le système actuel, le politique a une échéance à deux ans. Deux ans après son élection, le politique pense déjà à sa future élection. Or tout ce qui est structurel dans l'économie, comme le chômage, suit des cycles de quatre à six ans. Deuxièmement, on parle de «chômage structurel», de «chômage d'équilibre», comme s'il existait une définition scientifique du chômage, ce qui n'est pas le cas. Le chômage de masse et de longue durée – en particulier des jeunes et des seniors –, est tout simplement un constat d'échec de notre monde libéral.

**Le libéralisme serait donc un modèle dépassé?**

Le libéralisme qui met en valeur la personne humaine dans sa dignité, sa responsabilité et son engagement, il faut le conserver selon moi. Ce qui est dépassé, c'est le néolibéralisme, ou post-libéralisme, qui n'est plus contrôlé par l'État. Or quand l'économie est pilotée par la finance, comme c'est le cas aujourd'hui, l'État doit intervenir et jouer son rôle de régulateur.

**Quel regard posez-vous sur les politiques actuelles en la matière?**

Elles sont pleutres: il faudrait avoir le courage de prendre le risque d'une vision socio-économique à long terme. Un certain dialogue social a aussi disparu ces vingt dernières années: avant tout le monde se parlait, toutes les ins-

titutions, les banques, les gouvernements communiquaient entre eux. Il y avait des divergences mais on trouvait des consensus. Aujourd'hui, on se méfie les uns des autres et plus personne ne se parle.

**Vous écrivez que «l'économie est vampirisée par la finance».**

Normalement la finance, soit les banques et autres organismes qui injectent de la liquidité, sont au service du moteur économique. Ils sont là pour huiler le moteur. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se passe. La finance internationale, notamment celle des GAFAs (géants du web) qui sont aujourd'hui, avec les banques d'affaires, les principaux financiers du monde, utilise l'économie pour se faire valoir, dans la mesure où elle a besoin d'un vecteur concret pour se répandre dans le monde.

**Qu'en est-il de la finance dématérialisée?**

Grâce aux avancées technologiques, on peut commettre des milliers d'opérations en une nanoseconde. Dans cette finance-là, des échanges sont opérés entre les différents financiers de la manière la plus opaque, avec le soutien de sociétés intermédiaires mises en place à cet effet dans des places offshore. L'État n'a plus aucun contrôle sur ces milliers de milliards qui circulent, ces opérations ne sont même plus reflétées dans les statistiques mondiales. C'est ce qu'on appelle la *black finance*, avec ses *black-hole*.

**Votre livre résulte d'un travail initié par l'évêque du diocèse Lausanne-Fribourg-Genève Charles Morerod, qui a lancé en 2014 la plateforme «Dignité et Développement»...**

M<sup>re</sup> Charles Morerod a eu l'intuition de nous faire découvrir la pertinence de la doctrine sociale de l'Église dans la situation actuelle. La crise des gilets jaunes est le reflet sur les ronds-points d'un malaise social évident – et pas seulement en France. Et nous nous sommes aperçus que la doctrine sociale de l'Église est un excellent instrument pour analyser ces situations et tâcher de mettre en place des remèdes.

**En quoi?**

Cet enseignement repose sur une très longue expérience de la pastorale, et apporte de l'éthique dans le monde socio-économique et en particulier dans l'économie. L'instrument peut donc être utilisé quelle que soit notre confession, que l'on soit croyant ou pas. Son but est de cadrer les valeurs et les principes qui sont les références de notre société. Cette doctrine est un instrument idéal pour dresser un bilan de situation. Ce n'est pas en niant la réalité que nous sortirons de la crise qui s'étend aujourd'hui bien au-delà de la fracture socio-économique. Or, dans le système actuel, tout est fait pour rester dans ce déni.



Selon Jean-Marie Brandt, un certain dialogue social a disparu ces vingt dernières années. KEYSTONE/ARCHIVES

**De quelle manière?**

Le chômage de masse et de longue durée n'est pas reflété dans les statistiques. Celles-ci s'arrêtent là où se termine le droit aux indemnités. Donc on peut multiplier par deux ou trois le nombre de chômeurs réels. Sans compter que la réalité de l'emploi se dégrade. Le chômage de masse et de longue durée a sa dynamique propre, qui ghettoïse les gens. Ce nouveau ghetto arrange tout le monde: il permet de dire que les structures rendent la chose supportable.

**L'Église catholique n'a pourtant pas soutenu la publication de votre ouvrage.**

Il y a en effet eu divergence. Nous sommes en contact avec la fondation

Centesimus Annus qui conseille le pape en matière économique. Son ancien président, qui avait d'ailleurs fidèlement suivi notre travail de réflexion, a jugé que si le résultat final était pertinent, on pouvait attendre que nous montrions «davantage d'optimisme et de confiance». Or pour nous, il était impératif de parler de ce déni d'information systémique. Le reproche a par ailleurs aussi porté sur le fait que notre approche était trop globalisante. Alors que pour nous, le problème est global, justement. C'est d'ailleurs la position du pape François. Depuis la crise de 2008, on constate avec lui que la finance s'insinue partout et qu'elle dirige autant l'économique que le politique.

**Y aurait-il selon vous du désintérêt pour ces questions du côté de l'Église catholique?**

Disons que le déni d'information imprègne l'ensemble de notre cadre social. L'Église ne semble pas y échapper. Nonobstant le travail de terrain de nos pastorales du travail, extraordinaire, on n'observe pas de prise de position des Églises sur la réalité de la fracture sociale, qui se référerait à la doctrine sociale des Églises. C'est le sens de notre ouvrage.

**Concrètement, quelle marge de manœuvre aurait l'Église?**

Une marge de manœuvre éthique et spirituelle. Il y a de sa responsabilité sociopolitique comme de sa survie. Il n'y a pour nous aucune raison de penser que l'Église n'a pas le devoir et le moyen de proclamer bien haut sa vision de la situation à travers le filtre des valeurs et principes de la doctrine sociale de l'Église. Pourquoi l'Église, qui a en mains les clés de l'éthique, des va-

leurs et principes qui sont la base de notre société, ne prend-elle pas la parole? Par exemple sur les ronds-points aux côtés des gilets jaunes? Et avec nos autorités? Et publiquement? Son absence dans le débat nous choque.

**L'Église aurait-elle démissionné?**

Non, je ne pense pas, mais je dirai que l'Église donne l'image d'un mal-être que rien ne justifie. Elle est comme émasculée par cette pseudo séparation de l'Église et de l'État et n'ose donc plus le débat public ni l'engagement politique transparent.

Les Églises n'ont pas à se poser la question de leur survie mais à s'interroger sur le malaise actuel et réfléchir aux réponses qu'elles peuvent apporter aujourd'hui. Savoir distinguer les signes des temps, c'est sa mission, rappelons-le. Par rapport au lien entre le travail et la dignité humaine, le bien commun, la forêt d'Amazonie, etc., l'Église doit jouer son rôle d'éclaircisseur engagé et responsable. PROTSTINFO

*C'est l'emploi qu'on assassine. Contre une finance-casino, pour une économie au service de l'homme, de Jean-Marie Brandt, avec la collaboration de Daniel Canova et Jean-Philippe Chenaux, Ed. Saint-Augustin, 2019.*

RECTIFICATIF

**ISRAËL ASSOULIT SA DÉCISION**

Certains Palestiniens ont finalement pu se rendre à Jérusalem ou en Cisjordanie pour Noël. Dernier en date, ce revirement a été communiqué dimanche 22 décembre. Comme nous l'annoncions dans notre édition du 20 décembre, les Gazaouites avaient d'abord été, et pour la première fois, interdits d'entrée en Cisjordanie, où se trouve Bethléem. DHN



«Quand l'économie est pilotée par la finance, l'État doit intervenir et jouer son rôle régulateur»

Jean-Marie Brandt